

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



Appel d'offres ouvert simplifié sur offre des prix
N°78/2024/ABHS

**Assistance technique de l'Agence du Bassin Hydraulique
du Sebou pour la fermeture des points d'eau non
réglementaires constatés à l'intérieur de sa zone d'action**

Cahier des Prescriptions Spéciales

**Réservé aux très petites, petites et moyennes entreprises, y compris les
jeunes entreprises innovantes, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux
autoentrepreneurs**

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	6
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	6
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE SERVICES.....	6
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	6
ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	7
ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	8
ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE 7 : NANTISSEMENT	9
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT	10
ARTICLE 10 : MODALITES DE VALIDATION DU LIVRABLE	10
ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX.....	11
ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX	11
ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	11
ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE.....	12
ARTICLE 15 : ASSURANCES – RESPONSABILITE -MESURE DE SECURITE.....	12
ARTICLE 16 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	12
ARTICLE 17 : RECEPTION PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE	12
ARTICLE 18 : DELAI DE GARANTIE.....	13
Article 19 : Réception définitive.....	13
ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT	13
ARTICLE 21: PENALITES POUR RETARD.....	13
ARTICLE 22 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC.....	14
ARTICLE 23 : OCTROI DE L'AVANCE.....	14
ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE.....	14
ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	14
ARTICLE 26 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET IMMIGRATION AU MAROC.....	15
ARTICLE 27 : MESURES DE SECURITE.....	15
ARTICLE 28 : CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 29 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	16
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	17
ARTICLE 31 : SPECIFICATIONS GENERALES DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 32 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 33 – DEFINITION DES PRIX	21
ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF	22

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offre de prix, séance publique, en application des dispositions du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou, créée par le décret n° 2-00-477 du 17 Châabane 1421 (14 Novembre 2000). Représentée par son Directeur et désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité
.....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital socialPatente n°

.....
Registre de commerce deSous le
n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

.....
Faisant élection de domicile au

.....
.....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert
auprès

de.....
.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETEARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

2. cas de personne physique

M.

.....
.....

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le
n°.....

Patente n°Affilié à la CNSS sous n°
.....

Faisant élection de domicile au
.....
.....

Compte bancaire n°(RIB sur 24

positions).....

ouvert auprès

de.....

.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
.....(les références de la
convention)..... :

- Membre 1 :

M.qualité
.....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital socialPatente n°
.....

Registre de commerce deSous le
n°.....

Affilié à la CNSS sous n°
.....

Faisant élection de domicile au
.....
.....

Compte bancaire n°(RIB sur 24

positions).....

ouvert auprès

de.....

.....

- **Membre 2 :**

.....
.....

(Servir les renseignements le concernant)

-
.....

-
.....

- **Membre n :**

.....
.....

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant
M..... (*prénom, nom et*
qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un
compte bancaire commun sous n°

(*RIB* *sur* 24
positions).....

.....

Ouvert auprès

.....
.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet : Assistance technique de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou pour la fermeture des points d'eau non réglementaires constatés à l'intérieur de sa zone d'action

Les prestations consistent à assister la police de l'eau de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou par les moyens logistiques, matériels et humains pour la fermeture des points d'eau non réglementaires ou abandonnées identifiés lors des tournées de contrôle du DPH en application des stipulations de la loi 36-15 sur l'eau.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE SERVICES

Le marché issu du présent appel d'offres s'inscrit dans le cadre des missions de l'ABHS concernant la protection et la gestion des ressources en eau souterraines conformément à l'article 142 de la loi 36-15, dans une vision d'assurer le contrôle sur l'ensemble des points d'eau et la fermeture des forages et puits illicites ou abandonnées pour préserver les potentialités des aquifères et assurer une gestion intégrée des ressources en eau souterraines au niveau du bassin du Sebou.

Ces opérations concernent, à la demande de l'Agence, des forages et puits anciens ainsi que les nouveaux forage et puits en cours de réalisation en infraction ou abandonnées selon à la loi sur l'eau 36-15.

Les prestations à réaliser dans le cadre du marché qui découlera du présent appel d'offres sont :

- **MISSION I** : Élaboration du dossier d'exécution et des notes justificatives
- **MISSION II** : Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des puits
- **MISSION III** : Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des forages
- **MISSION IV** : Établissement des rapports de fin des prestations

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix formant détail estimatif
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO)

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux

- Le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le dahir n°1-15-05 du 29 rabbi II (19 février 2015) relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances N° 1692-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires ;
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiements et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques ;
- Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret n°2-17-690 du 29 décembre 2017 relatif aux Agences de Bassins Hydrauliques ;
- Le décret N° 2-06-574 du 10 Hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du code général des impôts ;
- Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics,
- Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1689-23 du 14 hija 1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Décision du seuil du visa 2123 du 6 mai 2005 du ministre des Finances et de la privatisation.
- Les normes applicables au Maroc.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que toutes dispositions réglementaires en vigueur se rapportant à l'objet du marché résultant du présent appel d'offres.

Dans le cas des textes généraux prescrivant des clauses contradictoires, le prestataire doit se conformer aux plus récents d'entre eux.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Conformément aux articles 36 et 142 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le présent marché n'est valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat, si son visa est requis.

Conformément à l'article 143 du décret précité, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), il est précisé que :

- 1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- 4°) Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché issu du présent appel d'offres ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du décret n°2.22431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché issu du présent appel d'offres ni porter sur la partie principale dudit marché.

Les prestations énumérées ci-après ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Les prestations relatives à l'établissement des plans et états parcellaires (prix n°2 du bordereau des prix – détail estimatif) constituent le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto– entrepreneurs.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

La durée totale nécessaire à la réalisation des prestations objets du présent CPS est de douze (12) mois à partir du lendemain de la notification de l'ordre de service de commencement du marché qui découlera du présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : MODALITES DE VALIDATION DU LIVRABLE

Le Maître d'Ouvrage procède à l'examen du livrable en version provisoire remis par le titulaire dans un délai ne dépassant pas deux (02) mois à compter du lendemain de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation. Le Maître d'Ouvrage se réserve un délai d'un (01) mois, qui n'est pas inclus dans le délai global du marché, pour examen du livrable en version provisoire à compter de la date de sa remise. Durant ce délai, le Maître d'Ouvrage doit :

- Soit, accepter le livrable sans réserve et inviter le titulaire à remettre la version définitive correspondante dans un délai d'un (01) mois à compter de la date de notification de l'approbation du livrable en version provisoire par le Maître d'Ouvrage ;

- Soit, inviter le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations et ce, dans un délai d'un (01) mois à compter de la date de notification des remarques soulevées et de remettre la version définitive correspondante ;
- Soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé du livrable non-conforme aux spécifications techniques dûment justifiée. Dans ce cas, Le titulaire du marché devra apporter toutes les modifications nécessaires pour le rendre conforme aux spécifications techniques. Il reste entendu que la reprise des travaux non-conformes et incomplets n'entraînera aucune modification dans les délais contractuels fixés au marché, et ne donnera lieu à aucune rémunération particulière au titulaire. En cas de refus par ce dernier de se conformer à ces prescriptions, la résiliation du marché pourrait être prononcée.

Dans tous les cas, les frais de reprise des livrables sont entièrement à la charge du titulaire.

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaire.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX

Le présent marché est passé à **prix fermes et non révisables**, conformément à l'article 15 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : cinq Mille (5.000,00) Dirhams. Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché, et doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'ABHS.

En cas de groupement, le cautionnement définitif doit être constitué dans les conditions prévues au paragraphe C de l'article 150 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la constatation de la réception définitive, sur demande du prestataire.

ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage à la date de la réception définitive des prestations.

ARTICLE 15 : ASSURANCES – RESPONSABILITE -MESURE DE SECURITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions des articles 23, 28, 30, 31, 33 et 34 du CCAG-EMO

ARTICLE 16 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 17 : Réception provisoire

A l'achèvement des prestations et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des prestations aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 18 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à 1 mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces études supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

Article 19 : Réception définitive

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été rectifiées par le prestataire.

ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Le règlement sera fait conformément au décret n° 2-16-344 du juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques. Selon l'article 2 de ce décret, l'ordonnancement et le paiement des dépenses relatives aux commandes publiques doivent s'effectuer dans un délai maximum de 60 jours, à compter de la constatation du service fait de la prestation objet de la commande publique.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (Un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 22 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 23 : OCTROI DE L'AVANCE

Aucune avance n'est prévue pour le marché découlant du présent appel d'offres.

ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 162 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) fixant les conditions et les formes de passation des marchés publics

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 26 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO. Il doit en particulier observer les mesures suivantes :

- S'assurer des conditions de sécurité et de protection du personnel et des tiers (dans les locaux du titulaire ou au chantier lors des visites prévues dans le cadre de la présente étude).
- S'assurer de la protection de l'environnement.

ARTICLE 28 : CONFIDENTIALITE

Le Prestataire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché issu du présent appel d'offres. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché issu du présent appel d'offres et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

ARTICLE 29 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Prestataire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres. Le Prestataire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et

des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution dudit marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le Prestataire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Prestataire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession.

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 31 : SPECIFICATIONS GENERALES DES PRESTATIONS

Avant le démarrage des prestations, le Prestataire mobilisera l'équipe et les moyens suivants :

- **Un ingénieur confirmé en Génie civil (Ayant une expérience ≥ 5 ans)** qui assurera le bon déroulement des travaux, la réalisation des missions objet de cette prestation selon le CPS, la coordination entre l'équipe de suivi et qui effectuera des visites dont la fréquence dépendra de la nature de l'avancement, de la complexité et de l'importance des travaux en cours.
- **Un technicien spécialisé confirmés en Génie civil, permanant sur chantier (Ayant une expérience ≥ 3 ans)** qui assurera en permanence le suivi et le contrôle des **travaux** durant toute la durée des travaux à compter de la première réunion de coordination annonçant le démarrage des travaux jusqu'à leur achèvement.
- La présence du technicien sur le chantier est obligatoire pendant tous les jours de travail.
- L'IC est tenu aussi d'assurer au technicien les moyens nécessaires lui permette d'effectuer les tâches qui lui est confiées dans les meilleures conditions possibles.
- Deux (02) équipes d'intervention à la demande de l'ABHS ;
- Minimum deux véhicule tout terrain spécialement équipé pour réaliser les prestations d'assistance de l'ABHS dans les opérations de fermeture des points d'eau non réglementaires ;
- Le matériel nécessaire pour le contrôle des profondeurs et caractéristiques des puits et forages non réglementaires et la mesure des niveaux des eaux ;
- Les aprovisionnement indispensables pour la confection des têtes de forages et dalles de protection des puits (bouchons en béton, armature en acier, coffrage, eau...etc.) et toutes sujétions nécessaires.

L'entreprise sera amenée à mobiliser l'équipe dans un délai de deux (2) jours à partir de la date de demande du Maitre d'Ouvrage. L'IC sera avisé, par FAX et/ou email,

Dans le cadre de ce marché les missions et prestations du titulaire du marché sont les suivantes :

- **MISSION I :** Élaboration du dossier d'exécution et des notes justificatives
- **MISSION II :** Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des puits
- **MISSION III :** Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des forages
- **MISSION IV :** Établissement des rapports de fin des prestations

ARTICLE 32 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offre concernent :

MISSION I : Élaboration du dossier d'exécution et des notes justificatives :

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du marché doit préparer un dossier d'exécution des travaux de fermeture d'un puits et d'un forage qu'il doit être suffisamment détaillés, clairs et définit sans ambiguïté les éléments suivants :

- Plan d'exécution de fermeture du puit à une échelle appropriée (coupe-type avec indication de type de béton, épaisseur, largeur ... , détail de ferrailage avec nomenclature des aciers ...) visé par un bureau de contrôle .
- Plan d'exécution de fermeture du forage à une échelle appropriée (coupe-type, détail de ferrailage avec nomenclature des aciers ...) .
- Note de calcul

Chaque fois que c'est nécessaire, le titulaire du marché prépare les notes justificatives d'adaptation de la conception et du dimensionnement des ouvrages ;

Le titulaire du marché adresse pour examen au Maître d'Ouvrage un dossier d'exécution provisoire au plus tard **15 jours** à partir de la date prescrit par l'OS de commencement des prestations.

Le Maître d'Ouvrage fait connaître au titulaire du marché ses remarques éventuelles ou son approbation du dossier de la mission I. Le titulaire du marché procède alors aux éventuelles modifications demandées par le Maître d'Ouvrage et lui adresse le dossier définitif de la mission I en 5 exemplaires et un CD-ROM.

Le titulaire du marché est tenu de remettre le dossier définitif de la mission I **dix jours** au maximum après validation du MO.

Ces plans seront actualisés en cas des contraintes sur le terrain. Le délai d'actualisation de ces plans est d'une semaine.

MISSION II : Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des puits

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du marché devra réaliser les travaux de fermeture des puits et d'assister techniquement le Maître d'Ouvrage tout en prodiguant ses conseils techniques et en prêtant à tout moment l'appui de votre expérience.

Le prestataire sera amené à mobiliser

- Approvisionnements en matériaux (sable, gravette, ciment, acier ,eau , adjuvant ,....) pour la confection du béton selon les indications du plans d'exécution visé « bon pour exécution»
- Mobilier le matériel nécessaire et les moyens humains

Après chaque intervention, le BET est tenu de préparer un rapport contenant les éléments suivants :

- Carte de situation des puits fermés à une échelle appropriée (en général 1/50.000) ;
- Les caractéristiques des puits fermés (profondeur, niveau piézométrique, diamètre, équipements, tubages, cuvelages...etc.) ;
- Données éventuelles du propriétaire (Nom et prénom, CIN...etc.) ;
- La date et de l'heure de l'intervention ;
- Description des interventions ;
- Moyens mobilisés ;
- Difficultés rencontrées lors de l'exécution des prestations, incidents ...
- Album photos du site (avant et au cours de l'intervention) ;
- Tous renseignements utiles à la bonne compréhension de la marche de l'intervention.

Le prestataire sera amené à mobiliser l'équipe dans un délai de deux (2) jours à partir de la date de demande du Maître d'Ouvrage, par FAX et/ou email.

Le prestataire doit présenter lesdites rapport, comme suit :

- ✓ Trois (01) exemplaires en version provisoire ;
- ✓ Cinq (02) exemplaires en version définitive.

MISSION III : Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des forages

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du marché devra réaliser les travaux de fermeture des forages et d'assister techniquement le Maître d'Ouvrage tout en prodiguant ses conseils techniques et en prêtant à tout moment l'appui de votre expérience.

Le prestataire sera amené à mobiliser

- Approvisionnements en matériaux (sable, gravette, ciment, acier ,eau , adjuvant ,....) pour la confection du béton selon les indications du plans d'exécution visé « bon pour exécution»
- Mobilier le matériel nécessaire et les moyens humains

Après chaque intervention, le BET est tenu de préparer un rapport contenant les éléments suivants :

- Carte de situation des forages fermés à une échelle appropriée (en général 1/50.000) ;
- Les caractéristiques des forages fermés (profondeur, niveau piézométrique, diamètre, équipements, tubages, cuvelages...etc.) ;
- Données éventuelles du propriétaire (Nom et prénom, CIN...etc.) ;
- La date et de l'heure de l'intervention ;
- Description des interventions ;
- Moyens mobilisés ;
- Difficultés rencontrées lors de l'exécution des prestations, incidents ...
- Album photos du site (avant et au cours de l'intervention) ;
- Tous renseignements utiles à la bonne compréhension de la marche de l'intervention.

Le prestataire sera amené à mobiliser l'équipe dans un délai de deux (2) jours à partir de la date de demande du Maître d'Ouvrage, par FAX et/ou email,

Le prestataire doit présenter lesdites rapport, comme suit :

- ✓ Trois (01) exemplaires en version provisoire ;
- ✓ Cinq (02) exemplaires en version définitive.

MISSION IV : Établissement des rapports de fin des prestations

Le Prestataire devra remettre en fin des prestations, un dossier de fin des travaux qui synthétise les phases de déroulement de l'assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des puits et des forages:

- La liste des points fermés et leurs situations sur cartes topographiques avec leurs coordonnées Lambert ainsi que leurs caractéristiques ;
- Les localités, communes et provinces dont relève les points contrôlés ou fermés ;
- Les données éventuelles du propriétaire (Nom et prénom, CIN...etc.) ;
- Les dates et heures des interventions ;
- L'objet et les circonstances de chaque opération ;
- Les moyens mobilisés ;

- Le détail des prestations réalisées et des résultats obtenus ;
- Les difficultés rencontrées lors de l'exécution de chaque opération ;
- Le coût facturé de chaque intervention tel qu'inscrit sur l'attachement ;
- La liste éventuelle des organismes et administrations qui ont assistés à chaque opération ;
- Un album photo matérialisant les opérations.

Le prestataire doit présenter ledit rapport de synthèse, comme suit :

- ✓ Trois (03) exemplaires en version provisoire ;
- ✓ Cinq (05) exemplaires en version définitive.

Le rapport, dans sa version définitive, sera également remis à l'Agence du Bassin sur support informatique USB

N.B : Tout le livrable signé et cacheté dans sa version définitive, sera également remis à l'Agence du Bassin sur support informatique USB

ARTICLE 33 – DEFINITION DES PRIX

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées par les prix du bordereau – détail estimatif qui tiendront compte de toutes les prescriptions et sujétions qui découlent des clauses techniques :

Prix n° 1 : L'élaboration du plan d'exécution et du note justificative de l'ouvrage de fermeture d'un puits et d'un forage : Ce prix est forfaitaire

Prix n° 2 : La prestation d'assistance de l'ABHS pour la fermeture des puits : Ce prix rémunère à l'unité

Prix n° 3 : La prestation d'assistance de l'ABHS pour la fermeture des forages : Ce prix rémunère à l'unité

Prix n° 4 : l'Établissement des rapports de fin des prestations : Ce prix est forfaitaire

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

Objet : Assistance technique de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou pour la fermeture des points d'eau non réglementaires constatés à l'intérieur de sa zone d'action

N° du prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire en DH (hors TVA) (En chiffres)	Montant partiel (hors TVA) (En chiffres)
1	L'élaboration du plan d'exécution et du note justificative de l'ouvrage de fermeture d'un puits et d'un forage	Forfaitaire	1		
2	Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des puits	Unité	10		
3	Assistance technique et réalisation des travaux de fermeture des forages	Unité	25		
4	Établissement des rapports de fin des prestations	Forfaitaire	1		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20%)					
TOTAL TTC					

Fait à....., le.....
Signature et cachet du concurrent

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
 <p data-bbox="448 526 786 645"> Directeur de L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Signé: Khalid EL Ghomari </p>	